

Environnement. L'Italie continue de trop construire

De notre correspondante à Milan, Caroline BORDECQ.

En 2023, l'Italie a artificialisé 20 hectares de sol par jour. Un résultat à la baisse par rapport à l'année précédente mais qui reste trop élevé pour un pays où neuf communes sur dix sont menacées par les inondations, les glissements de terrain et l'érosion des côtes.

Chaque jour, vingt hectares de terre sont artificialisés en [Italie](#). 72,5 km² rien qu'en 2023, soit les deux tiers de la ville de Paris, selon l'institut italien de recherche sur l'[environnement](#) (ISPRA). Une tendance au ralenti par rapport à 2022, mais qui reste encore trop élevée, note l'institut, alors que neuf communes sur dix sont déjà à risque d'inondations, de glissements de terrain ou d'érosion des côtes. Des phénomènes amplifiés par l'imperméabilisation des terres.

Reportage. [Pénurie d'eau dans le sud de l'Italie : l'agriculture en sursis](#)

Au nord du pays, avec 59 % de sols bétonnés, Milan ne fait pas exception. Si les mêmes précipitations qu'il y a eu à Valence [où 224 personnes sont mortes fin octobre] tombaient ici, la situation serait bien pire. C'est juste un coup de chance si ce n'est encore jamais arrivé, avertit Damiano Di Simine, de l'association environnementale Legambiente.

La Lombardie, région peuplée... et bétonnée

En Italie, c'est d'ailleurs la Lombardie qui détient le record du territoire le plus bétonné (12 % de sols artificialisés). En 2023, l'équivalent de mille terrains de football ont encore été imperméabilisés dans la région (728 hectares). Un résultat toutefois en baisse par rapport à l'an passé, même si on ne peut pas encore parler d'une inversion de tendance.

EN IMAGES. [L'Italie sous les eaux après de fortes pluies, un mort et de gros dégâts](#)

Non seulement la Lombardie est la région la plus industrialisée et la plus peuplée – avec 17 % de la population du pays –, mais sa position stratégique attire aussi depuis des années les entrepôts logistiques (pour le e-commerce, par exemple). Des blocs de béton immenses poussent comme des champignons et sans aucune gouvernance, analyse Damiano Sirmine. Résultat : on fait couler du béton sur les espaces verts, plutôt que de reconvertir les sites industriels désaffectés. Un scénario qui risque de se répéter avec la construction en hausse de data centers. Limiter l'artificialisation des sols ne veut pas dire tout mettre à l'arrêt, mais il faut miser sur la réutilisation de l'existant, insiste Michele Munafò, rédacteur du rapport de l'ISPRA.

D'autant que la facture écologique est salée. Selon l'ISPRA, l'Italie dépense 400 millions d'euros en moyenne, chaque année, pour compenser l'incapacité des sols artificialisés à

réguler le cycle de l'eau, par exemple en creusant des bassins de rétention. Sans compter les effets sur la biodiversité, la création d'îlots de chaleur urbains, ou encore les dégâts liés aux inondations.

Mais malgré son objectif de zéro artificialisation nette des sols d'ici à 2030, l'Italie n'a toujours pas de loi pour contrôler le phénomène. Rome s'est par ailleurs opposée à la loi européenne – adoptée en juin – sur la restauration de la nature visant à interdire la perte nette d'espaces verts urbains d'ici 2030. À la place, il y a eu une prolifération de normes régionales, non homogènes, qui prévoient une grande quantité d'exceptions. Et les autorités locales n'ont pas de direction claire, se désole Michele Munafò.